

INA

263



7836.

36195
Palat. XLV 1

263

LETTRE

À M.^r LE VICOMTE D'ARLINCOURT,

EN RÉPONSE

À QUELQUES ASSERTIONS DE SON LIVRE

INTITULÉ

L'ITALIE ROUGE,

PAR

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL DUC DE C. PIETRO MAJO.



PARIS,
Chez TREUTTET et WURTZ,
Rue de Bourbon, 17,

1851





MONSIEUR,

Si dans le cours de ma longue carrière j'ai éprouvé quelque instant d'amertume, je vous avoue que c'est celui où je me suis vu forcé de vous répondre : c'est en effet la première fois que quelqu'un, convertissant l'histoire en pamphlet, s'est avisé de mêler mon nom à des colomnies, que l'esprit de parti, quelque exalté qu'il soit, ne saurait faire excuser. Il est permis à tout homme d'avoir une opinion et de tâcher de la faire prévaloir, surtout quand il la croit utile au bien-être de son pays ; mais tout en la défendant, d'une manière aussi chevaleresque que vous avez la prétention de le faire, il n'est pas permis de l'étayer avec le mensonge et la calomnie ; encore moins de sacrifier à sa passion l'honneur d'un vieux soldat, investi d'une des plus hautes fonctions du royaume des Deux-Siciles, qui a pu se tromper, mais qui certes n'a jamais agi contre la justice ni contre sa conscience. C'est ce que vous avez fait, Monsieur : vous avez voulu me déshonorer ; je ne l'ai jamais souffert, dans mes jeunes ans comme sur le déclin de l'âge. Je vais donc défendre publiquement mon honneur que vous avez osé attaquer : l'offense a été publique, la réparation doit l'être.

Je sais qu'un homme, qui a tenu un certain rang dans l'armée

ou dans les charges publiques, est passible, dans sa conduite, des jugements sévères de l'histoire : mais, quand l'histoire se trouve transformée en une diatribe pleine de haine et de fiel, l'homme qui se trouve calomnié a le droit de renvoyer à l'écrivain pamphlétaire le déshonneur dont celui-ci a voulu le flétrir. Si vous vous étiez contenté de me qualifier d'imbécile, comme vous le faites avec une galanterie française bien dégénérée, eh bien ! je me serais tû ; parce que ma vieille expérience m'a appris que de semblables épithètes retombent toujours sur celui qui les prodigue : dans tous les cas, s'il évite cette qualification, il n'échappe pas à celle d'insolent. J'aurais considéré cela de votre part comme une de ces négligences de style et de convenance qui vous sont si habituelles, me consolant et me relevant à mes propres yeux par le sentiment de ma propre estime, et surtout par la haute confiance du Roi, qui m'a jugé digne de le représenter en Sicile pendant 7 ans, et qui m'a exprimé sa satisfaction, non seulement de vive voix, mais encore dans de nombreuses lettres que je conserve, comme le plus précieux lot de l'héritage de mes enfants.

Mais ai-je trahi mon mandat comme lieutenant-général de la Sicile ? ai-je forfait à l'honneur ? ai-je fui quand il fallait combattre ?

Vous dites page 166 :

« A sept heures du matin, le 12 Janvier, les conspirateurs apparaissent. Combien étaient-ils ? Soixante-quinze. » Pour dissiper un aussi faible attroupement, qu'eût-il fallu ? » quelques gendarmes ».

Quelques gendarmes ! vous auriez raison si le nombre des révolutionnaires se fût limité là ; mais derrière ces 75, il y avait toute une population prête à se soulever au premier signal ; et la preuve, Monsieur, je la trouve dans la suite de votre récit :

« Le soir même, les 75 étaient au nombre de 500 ; le » lendemain le chiffre avait doublé. De tous les pays d'alentour il arrivait de nouveaux insurgés ; et deux ou trois » jours après on les comptait par milliers ». Je vous conseil-

le de demander un brevet d'invention pour étouffer un semblable mouvement avec quelques gendarmes ; tous les gouvernements de l'Europe vous l'accorderont avec reconnaissance.

Oui, Monsieur, dès les premières démonstrations, je défendis toute lutte, parce que j'espérais recevoir de Naples des *concessions* qui auraient épargné l'effusion du sang. Ces *concessions* arrivèrent en effet ; mais malheureusement trop tard ; quand la lutte était déjà engagée (1). Vous n'en parlez pas ; en historien impartial vous n'auriez pas dû le taire, parce que vous y auriez vu la raison de ma conduite, et, en puisant à de bonnes sources, vous auriez appris que je fis sommer les insurgés de se disperser, menaçant de les faire charger à la moindre agression contre mes troupes, les assurant en même temps des bonnes intentions du Roi à l'égard des Siciliens.

Vous avancez que j'ordonnai au commandant du fort de *Castellammare*, le colonel suisse *Gros*, de *simuler* un bombardement. Rien ne fut simulé dans cette fatale circonstance : tout fut sérieux, et l'attaque et la défense : et une preuve que je crois sans réplique, ce sont les supplications adressées au Lieutenant-général par toutes les personnes respectables qui purent l'approcher ; c'est encore la députation de tous les consuls étrangers ayant à leur tête un officier de marine Anglais, lesquels vinrent tous le prier de faire cesser le bombardement déjà commencé, jusqu'à ce qu'ils eussent pu sauvegarder les personnes et les biens de leurs nationaux. Le général *Majo* voulait si peu ne pas se battre, comme vous avez l'effronterie de l'affirmer, qu'il ne leur accorda que 24 heures. Si la justice eût guidé votre plume, vous n'auriez pas encore oublié d'ajouter dans votre prétendue histoire, que, pendant 13 jours de suite, je repoussai toutes les attaques des insurgés, et que je ne perdis pas une seule de mes positions. Ce qui ne me serait pas arrivé,

(1) Ces concessions, qui regardaient principalement l'organisation municipale, ont été publiées dans le journal officiel et affichées dans la capitale.

si, comme vous le prétendez, j'avais *résisté sans me défendre*.

J'arrive à la plus honteuse de vos calomnies. Vous dites page 170 : « Le duc, épouvanté, délibère. Il réunit son conseil à la hâte. Va-t-il lui dire *il faut combattre* ? Non ! sa parole est : *il faut fuir* ». Moi fuir ! Si j'avais l'honneur d'être dans ce moment en votre présence, je vous montrerais d'une manière irrécusable que je n'ai jamais eu cette habitude ; je vous découvrirais ma poitrine, et vous y liriez en larges cicatrices quelle fut toujours mon attitude en face de l'ennemi : vous y verriez surtout que ce n'est point en fuyant que mes blessures ont été reçues. Dans mon conseil (1) il ne fut résolu de battre en retraite, que lorsque toutes les provisions furent consommées et qu'il ne resta plus que trois coups à tirer par pièce ; ainsi cette détermination, déjà des plus urgentes par le manque de munitions et de vivres, l'était devenue encore davantage par l'inaction du général Desauget qui, débarqué du 15 au 16 janvier devant Palerme, ne me fournit aucun secours, probablement d'après les instructions qu'il avait reçues. Si j'avais voulu fuir, pourquoi aurais-je encore tenu bon jusqu'au 25 ? Dix jours de plus dans la fournaise, après l'arrivée de celui entre les mains de qui je devais remettre le commandement ! Est-ce là la conduite de quelqu'un qui a peur du danger, et qui trahit son honneur avec son devoir ?

Si vous aviez une connaissance plus exacte des lieux et des positions occupées par les insurgés, vous ne m'accuseriez pas d'avoir choisi la route que je suivis pour effectuer ma retraite. C'était, Monsieur, le plus court chemin pour gagner la pleine campagne et *Quattroventi* où était Desauget. Mes soldats eurent à souffrir en traversant l'*Olivuzza* ; mais auraient-ils moins souffert en tenant une autre route ? l'insurrection était générale, chaque maison, de quelque côté que

(1) Le conseil était ainsi composé : le *maréchal Vial* — Le *général del Giudice* — Le *général Pronio* — Le *général Merola* — Le chef de l'état-major colonel *Picenna*.

je voulusse passer, était un petit camp retranché. Dans un cas semblable, la sagesse, aussi bien que la stratégie, conseille de prendre la ligne droite, c'est-à-dire la plus courte distance qui mène au point où l'on pourra combattre avec avantage.

Tenez, Monsieur, il y a tant de contradictions et de choses absurdes dans ce que vous écrivez sur la révolution de Sicile, que je n'ai plus le courage de continuer. Est-ce mauvaise foi de votre part, ou bien les personnes qui vous ont fourni des renseignements sur les affaires d'Italie vous ont-elles induit en erreur? Seul à seul je pourrais vous dire quelle est ma pensée; en public, je laisse à d'autres le soin de résoudre la question. Je me contenterai de vous avertir en finissant, que les antichambres sont des sources infidèles pour l'historien. Votre expérience, j'en suis sûr, doit vous avoir appris que la vérité y établit rarement son séjour, et que l'espérance de quelques faveurs y fait souvent transiger avec sa conscience. Vous vous établissez arrogamment le champion d'une cause que j'ai toujours défendue: permettez-moi de vous dire que c'est fort mal l'étayer que de lui donner pour appui la mauvaise foi et la calomnie. Représentant d'un Monarque, que j'aime sincèrement, dans une des plus belles portions de son royaume, j'en ai eu les honneurs; par conséquent j'ai eu aussi le triste privilège d'avoir mes flatteurs et mes courtisans. Eh bien! Monsieur, je puis vous avouer maintenant, avec ma franchise toute militaire, que c'est une pauvre marchandise; cependant ils m'ont fait comprendre une maxime politique bien banale, à laquelle dans les grandeurs on ne croit jamais qu'au moment des disgrâces: c'est que le mensonge et la flatterie perdent les rois, et que la vérité seule peut les sauver!

Agréé, etc. etc.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL
Duc de S. Pietro Mojo

Naples, 25 Février 1851.

SBN







